

Symposium #6

Les recherches culturelles participatives
au service de la transmission des savoirs :
outils, lieux et acteurs

Les plateformes culturelles contributives : outils au service des recherches culturelles participatives

Auteur(s)

Benjamin Barbier, Dicen-IDF, Université Paris Nanterre
Marta Severo, Dicen-IDF, Université Paris Nanterre

RÉSUMÉ

Cette communication présente les principaux résultats issus de l'observatoire des plateformes contributives mis en place au sein du projet ANR Collabora. Cet observatoire a permis la collecte de plus d'une centaine de plateformes contributives dans le domaine culturel. Nous proposons à la discussion nos principales conclusions quant aux modalités de participation

au sein de ces plateformes, aux différents moyens utilisés et aux différentes manières suivant lesquelles les données collectées sont ensuite conservées et mises à dispositions.

TEXTE

Ces dernières années, les institutions culturelles françaises ont porté une nouvelle attention au citoyen et ont compris l'importance de sa participation dans leurs activités scientifiques (construction d'inventaires, indexation et annotations de documents, etc.). Ce phénomène n'est pas simplement lié à l'affirmation des recherches culturelles participatives mais il doit également être reconduit à l'élargissement de l'accès aux technologies numériques qui ont permis d'impliquer davantage le public dans des dispositifs collectifs de production de connaissances. De nombreux projets impliquant à la fois des institutions et des contributeurs issus du grand public ont donné naissance, à des plateformes contributives culturelles, c'est-à-dire à des dispositifs numériques qui permettent à des citoyens de contribuer à la construction de savoirs liés à des objets culturels en interaction avec une institution scientifique et/ou culturelle. Le projet ANR Collabora, dont les membres adhèrent au réseau Particip-Arc, a construit un observatoire de ces plateformes (<http://anr-collabora.parisnanterre.fr/>). A ce jour (juillet 2021), l'observatoire a collecté à travers une démarche participative 115 plateformes contributives dans des domaines allant de l'archéologie à la bande-dessinée, en passant par l'histoire, la généalogie, le patrimoine, l'urbanisme etc.

Notre grille d'analyse nous a permis de faire émerger un ensemble de tendances générales à propos des objectifs visés par ces plateformes, des différents moyens mis en place afin d'y parvenir, des outils de documentation de la recherche mis à disposition, de la question du rôle des citoyens-contributeurs au sein de ces dispositifs ainsi que des problématiques d'autorité concernant les données produites et leur statut.

Cette communication présentera les principaux résultats de cet observatoire en les articulant selon trois axes. Dans un premier temps, nous approfondirons le rôle des dispositifs numériques comme outils de co-construction et de transmission des savoirs dans le cadre des recherches culturelles participatives. Nous interrogerons ensuite la manière dont se met en œuvre, au travers de ces dispositifs, un dialogue entre institutions détentrices d'autorité en matière de science et citoyens désireux de produire des connaissances, souvent dans des domaines où ils bénéficient d'une expertise qui leur est propre. Enfin, nous nous appuierons sur notre corpus afin d'identifier les différentes solutions mises en place pour la gestion et mise à disposition de données produites à travers les plateformes.

1. Différentes modalités de participation

L'observatoire des dispositifs contributifs culturels, mis en place dans le cadre de l'ANR Collabora, nous a permis de collecter 115 plateformes. La collecte s'est effectuée de manière collaborative par le biais d'un formulaire ouvert permettant à toute personne se rendant sur le site de l'ANR de soumettre une plateforme. Lors de cette collecte, notre méthodologie a consisté à associer à chacun des dispositifs un certain nombre de métadonnées afin de permettre un traitement quantitatif. Nous nous sommes particulièrement intéressés aux modalités de participation proposées par les plateformes à leurs publics. Afin de les catégoriser, nous nous sommes appuyés sur le rapport Houllier (2016) qui s'appuie

lui-même sur la catégorisation proposée par Muki Haklay (2015) pour les sciences participatives. En résumé, cette catégorisation propose 4 niveaux de participation :

- Niveau 1 ou crowdsourcing : Les citoyens contribuent comme capteurs de données (sensors)
- Niveau 2 ou intelligence distribuée : Les citoyens contribuent à l'interprétation des données
- Niveau 3 ou science participative : Les citoyens contribuent à la définition du problème et à la collecte des données
- Niveau 4 ou collaboration complète : La recherche est collaborative dans les différentes phases (définition des problèmes, collecte des données, analyse).

Chacune des 115 plateformes collectées s'est donc vue attribuer un niveau de participation en fonction des actions qu'elles proposaient à ses contributeurs d'effectuer. Il en ressort que, parmi notre corpus, le niveau d'engagement le plus faible, celui du crowdsourcing, est le plus important puisque c'est le modèle qui a été choisi par 63% des plateformes. Les proportions diminuent ensuite avec l'augmentation du niveau d'engagement. Le niveau 2, intelligence distribuée, concerne 20% des plateformes collectées. Le niveau 3 (intelligence distribuée) en représente 10% et seulement 4% des 115 dispositifs contributifs de notre corpus ont adopté le modèle de la collaboration complète.

La prédominance de la modalité crowdsourcing peut être expliquée par un facteur principal qui est de nature pratico-technique : plus les données sont brutes, moins elles sont interprétées par le public et plus le travail de modération est réduit. Les données fournies à la plateforme ne nécessitent ainsi que peu de vérifications et peuvent être utilisées presque immédiatement. Permettre au public de participer selon le niveau 2 d'engagement, soit l'intelligence distribuée, implique immédiatement un travail de modération plus important. Plus de la moitié (57%) des plateformes que nous avons collectées disposent ainsi d'un dispositif de modération des données. Dans d'autres cas, c'est la plateforme qui détient les données et laisse l'interprétation à son public. C'est le modèle qu'a par exemple choisi Ciclic, qui propose à son public de commenter les films conservés dans ses archives afin d'identifier ce qu'il s'y passe, les personnes, les objets ou les monuments présents. Il s'agit également du modèle mis en place par de nombreuses archives départementales ou communales qui proposent à leurs publics d'annoter leurs documents numérisés afin de faciliter les recherches ultérieures (Bouyé, 2012).

2. La nécessité et la mise en œuvre du dialogue entre l'institution et ses publics

Quel que soit le modèle de participation choisi, l'institution qui s'engage dans une démarche contributive initie un dialogue avec son public. Qu'il s'agisse de la phase préparatoire pendant laquelle l'institution se met en relation avec les individus et les associations susceptibles de contribuer ou de la phase où le projet est lancé et où l'institution communique avec ses contributeurs, parfois de manière élaborée en lançant des jeux ou des concours susceptibles de lancer ou relancer la participation. Par ailleurs, l'utilisation du dispositif de la plateforme numérique a pour principale finalité de favoriser l'échange et le dialogue entre le public et

l'institution (Severo & Filipponi, 2021). Échanger par le truchement du numérique permet de faciliter la récolte des données mais permet également de centraliser l'information qui doit être donnée aux contributeurs. Les modalités de contribution font ainsi le plus souvent l'objet d'une page sur la plateforme qui fait office de mode d'emploi et vers laquelle seront redirigés les néo-contributeurs. Les réseaux sociaux jouent également un rôle essentiel d'appui aux plateformes contributives dans le dialogue qu'elles mettent en place avec leur public. L'écrasante majorité (84) des plateformes que nous avons collectées disposent d'une page sur l'un des réseaux sociaux les plus utilisés (Facebook, Twitter ou Instagram). Leur usage permet ainsi de soulager l'institution de la mise en place d'une interface de dialogue direct avec le public. La page Facebook ou le compte Twitter sont utilisés afin de mobiliser la communauté de manière ponctuelle pour des actions données ou répétée afin de faire grossir la communauté ce qui permet à la plateforme de ne contenir que les informations essentielles et les plus pérennes dans le cadre de ce dialogue. L'usage des forums que nous avons également observé, associé à certains dispositifs contributifs permet également de déplacer ce dialogue vers un espace dédié afin de ne pas « polluer » l'activité contributive. Ces espaces ainsi créés deviennent des espaces de dialogue entre l'institution et les contributeurs mais aussi entre les contributeurs eux-mêmes qui peuvent également s'en saisir afin d'échanger entre eux.

BIBLIOGRAPHIE

BOUYÉ, É. 2012. Le Web collaboratif dans les services d'archives publics : un pari sur l'intelligence et la motivation des publics. *La Gazette des Archives*, 227(3), 125-136.

HAKLAY, M. 2015. Citizen science and policy: A European perspective. Washington D.C.: The Woodrow Wilson Center/Commons Lab.

HOULLIER F., MERILHOU-GOUDARD, J.-B. 2016. Les sciences participatives en France : Etats des lieux, bonnes pratiques et recommandations. Rapport de recherche.

SEVERO, M. & FILIPPONI, E. (2021). Les sociétés savantes face aux sciences participatives: Un exemple d'innovation collaborative dans le secteur culturel ?. *Approches Théoriques en Information-Communication (ATIC)*, 2, 107-126

3. Gestion et mise à disposition des données produites

Une fois le dispositif contributif créé et le lien avec la communauté assuré, reste la question des données. Que font les institutions de celles-ci après leur récolte ? En ce qui concerne leur consultation, la quasi-intégralité (95%) des plateformes que regroupe notre étude la permet. Ce résultat pouvait être attendu dans un cadre contributif où c'est le public lui-même qui produit les données. Il est donc entendu qu'il y ait accès. En ce qui concerne le téléchargement ou la réutilisation, notre collecte montre que la plupart des plateformes (63%) mettent leurs données à disposition dans le cadre d'une des modalités de licences libres (creative commons). Toutefois, dans 26% des cas, les données produites restent protégées. Ce dernier résultat peut être expliqué par la nature culturelle des objets couverts par ces plateformes, ceux-ci restant couverts par le droit d'auteur quel que soit le cadre de leur utilisation. La prédominance de la mise à disposition des données sous licence libre témoigne toutefois d'une volonté de la part des institutions de mettre en place une véritable co-construction de la connaissance puisque ce type de licence permet et encourage l'utilisation et la réappropriation des données produites par les publics au sein d'autres dispositifs issus de ces mêmes publics, l'institution jouant ainsi pleinement son rôle de transmission au sein de la chaîne du savoir.

Recherches culturelles participatives : « cartographie » illustrée d'une médiation à double sens

Auteur(s)

Jean Pierre Girard, UMR Archéorient (CNRS-univ. Lumière Lyon 2) – Maison de l'Orient et de la Méditerranée Jean-Pouilloux

MOTS CLEFS

recherche culturelle, science participative, acteurs, amateurs, citizen science

RÉSUMÉ

Les sciences participatives marquent la réémergence du public comme acteur, et non cible de la production et du discours scientifiques. Dans la recherche culturelle, l'amateur, « celui qui aime », peut être le sujet qui étudie mais aussi l'objet de l'étude ; de ce fait, les rôles qu'il peut jouer couvrent un large spectre, de partie prenante d'un processus co-construit à simple

opérateur d'un protocole très contrôlé. Des exemples issus du réseau Particip-Arc illustrent cette variété de situations à travers des disciplines, des pratiques et des dispositifs hétérogènes à tous points de vue.

TEXTE

Les sciences participatives marquent la ré-émergence du public comme acteur de premier plan de la production et du discours scientifiques et la recherche culturelle occupe une place à part pour leur expérimentation. L'amateur, « celui qui aime », y est à la fois le sujet qui étudie et, en un sens, l'objet de l'étude par les patrimoines et les mémoires qui l'ont forgé (Cueille et Serna 2020) ou les pratiques qui le constituent (Cristofol et Sinclair 2020). Les rôles que ce public amateur peut jouer couvrent alors un très large spectre, de partie prenante d'un processus co-construit à opérateur d'un protocole de recueil de données très contrôlé (Chlous et Luneau 2020).

Vis-à-vis de cet acteur devenu producteur et analyste, le dispositif de recherche constitue une médiation ou une réinvention de la méthode avant d'être la médiation d'un résultat. Si l'apprentissage par l'action, et l'appropriation de la méthode scientifique qu'il induit, renforce la confiance dans la science et sa production de connaissances, analyser et évaluer les dispositifs culturels participatifs et leur gouvernance au regard du positionnement de l'amateur peut aussi conduire à formaliser de nouvelles méthodologies de recherche.

La force du réseau Particip-Arc étant de faire « vivre ensemble » des disciplines, des pratiques et des dispositifs très hétérogènes (cf intervention de F. Chlous), une série d'exemples issus du réseau illustrera cette variété.

L'amateur opère « hors les murs » des institutions scientifiques et au moyen de dispositifs, souvent numériques, qualifiés de « participatifs », « citoyens » ou « contributifs » ; l'adjectif utilisé n'est pas neutre et recouvre des positionnements respectifs particuliers pour les différents acteurs du processus.

- [Atlas sonore des langues régionales de France](#) (Boula de Mareuil 2020)

Ce projet « participatif » vise à collecter des échantillons de parlers régionaux via la diction d'une même fable d'Ésope, l'enregistrement permettant à la fois la conservation des langues et la comparaison entre elles. La donnée scientifique est donc bien créée (et non observée) par les participants eux-mêmes, mais dans un processus dont le protocole est fixé indépendamment du producteur de savoir.

- [Expérimentation d'aménagement paysager à Villandry](#) (Montembault et al. 2015)

La prise en compte du regard de chaque habitant sur son territoire-paysage vise à la construction collective d'une représentation. Dans une recherche-action menée à Villandry (périphérie urbaine et château et jardins mondialement connus), un consensus « citoyen » sur une esquisse d'aménagement a été conçu et formalisé par les habitants, avec l'aide d'outils proposés par des paysagistes, puis confronté à un projet paysager à vocation

touristique élaboré par la communauté d'agglomération (élus et administration).

- [Plaine Commune \(recherchecontributive.org\)](#)

La recherche « contributive » vise à développer des processus spécifiques pour la production et le partage de nouveaux savoirs pour affronter les évolutions technologiques (et leurs effets psychiques, sociaux, politiques, écologiques). « Contribuer », c'est ici participer délibérément à une activité de recherche délivrant un pouvoir d'agir et la création d'une valeur sociale pratique, à travers une action qui ne sépare plus entre producteurs d'un côté et consommateurs de l'autre. Tous contribuent ensemble à des savoirs dont la valeur s'enrichit avec le temps et le partage (contrairement aux valeurs d'usage ou d'échange économiques), ce qui peut permettre la mise en place d'un revenu contributif rémunérant ces activités, en dehors de l'emploi mais articulé à l'emploi, c'est-à-dire à l'occasion d'emplois intermittents au sein de projets labellisés contributifs.

Dans la pratique, l'amateur agit selon les objectifs et le modus operandi du dispositif, donc selon les rôles respectifs joués, dans celui-ci, par les scientifiques et par les autres participants ; les enjeux de production et de validation des résultats ne sont alors pas évoqués dans les mêmes termes.

- [Monuments aux morts de la Première Guerre mondiale](#) (Aubry et de Oliveira 2014), 1 jour, 1 Poilu (www.1jour1poilu.com)

Ces deux projets ont visé à transcrire en un corpus numérique structuré deux « archives » du conflit : près de 30 000 monuments aux morts édifiés à la mémoire des combattants et plus de 1,3 million de fiches nominatives manuscrites (une pour chacun des « poilus » mort des suites du combat). Le premier a été ouvert au public en 2013 pour la France et la Belgique et, depuis lors, co-géré avec des amateurs issus de l'importante communauté de participants : validation des contributions et modération des controverses rendues possibles par l'ergonomie du site Internet. Le second, lancé en 2013 par la très officielle Mission du Centenaire, a été rapidement « hacké » par une communauté cristallisée à partir d'une initiative individuelle bénévole ; portée par les réseaux sociaux mais ignorée par les autorités, elle est directement à l'origine d'un tiers des transcriptions de fiches – et de très nombreuses autres par son impact médiatique. Dans les deux cas, tout le corpus possible a été traité à travers un protocole assez strict avant la fin de la période anniversaire. Mais le corpus « Poilus » créé par les internautes, validé et utilisé quotidiennement par le site officiel memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr pour la recherche des fiches, n'a pas encore été ouvert au public en open data.

- [Locustream \(locusonous.org\)](#)

Ce réseau mondial de microphones ouverts, posés sans plan

d'ensemble par une armée volontaire de preneurs de son amateurs, constitue une fenêtre de recherche sur le bruit du monde doublement aléatoire : par le lieu et par les circonstances de la production de son (naturel, faunique ou anthropomorphique) en ce lieu. Chacun peut s'emparer de ce corpus plus ou moins (im) prévisible pour une recherche ou une création sonore structurée ou nourrie d'incertitude, ou pour le seul plaisir de l'écoute. La validation du fait sonore est ici implicite, garantie par l'ouverture du dispositif, qui s'affranchit de facto de l'exigence d'une quelconque reproductibilité.

- [Les Herbonautes](#) (Chupin 2016), [Bulliot, Bibracte et moi](#) (Perrin et al. 2019)

Ces deux projets matérialisent l'idée d'une transcription par des amateurs d'écrits scientifiques (étiquettes botaniques ; carnets de fouille archéologique). Ils se différencient par les plateformes et les protocoles employés (selon les fonctionnalités offertes par les plateformes) et par le degré d'ouverture du dispositif ; ils partagent néanmoins quelques points essentiels : première validation croisée entre pairs mais validation finale par un « sachant », usage intensif d'un canal d'échanges en ligne (forums, messagerie collective) entre participants et animateurs et directement entre participants, qui fonctionne à la fois comme un outil de conversation, de soutien et d'échange d'expérience (horizontalité) et comme un lieu de transmission de savoir et de rappel aux bonnes pratiques de la norme scientifique de l'exercice (verticalité).

- [CoSiMa et ses avatars de création collaborative](#) (Matuszewski et al. 2020)

Fondé sur le développement d'un moteur d'application permettant à un groupe d'interagir collectivement, via des smartphones/tablettes, sur la production d'événements multimédias (audio, vidéo, mise en mouvement, etc.), CoSiMa a donné naissance à de multiples créations collaboratives de spectacle vivant (tel que concert ou danse). Dans une logique de recherche-action, les participants donnent naissance à ces performances de façon aléatoire... ou volontaire, à mesure de leur compréhension du fonctionnement des API dirigeant le dispositif et du degré d'interaction souhaité par l'artiste ayant imaginé le projet.

- [Zombilingo et ZombiLUDik](#) (zombilingo.org, zombiludik.org)

Ces deux « jeux avec un but » sont des dispositifs de production participative ou crowdsourcing, et s'apparentent au très célèbre jeu FoldIt. Les joueurs contribuent, en prenant part au jeu, à construire un corpus de connaissance, dans le but d'entraîner un moteur d'analyse syntaxique (intelligence artificielle). On est ici dans la quintessence d'un projet participatif qui sollicite le public, non comme un « petit » scientifique mais pour qu'il apporte ses qualités propres dans un processus capable de tirer de ces dernières une valeur ajoutée pour la science... Cela n'empêche pas certains joueurs de devenir experts du sujet, ce que mesurent leurs réponses à des questions-balises servant à évaluer, à leur insu, la qualité des répondants et donc à valider la valeur de leurs réponses.

Enfin l'amateur, en prenant part au processus, prend part à sa création de valeur intellectuelle et, parfois, tout-à-fait matérielle (économie de main d'œuvre, « valorisation » de la recherche, etc.) ; or, la reconnaissance de cette valeur apportée compte pour le participant (Fort 2015) – sa proclamation autant qu'une contrepartie tangible –.

Ce qui est en jeu in fine du point de vue des acteurs, c'est leur place symbolique les uns par rapport aux autres. La variété de points de vue présents au sein de Particip-Arc permet de montrer que la réponse à cette question n'est en rien triviale et que, parfois (cf Atlas des langues régionales, Locustream), les savoirs ne circulent pas dans le sens spontanément imaginé : la dynamique de construction des savoirs produits et le sens de leur transmission vont de pair... Car si la technologie permet, promeut et garantit l'horizontalité des rapports sociaux dans la construction collective d'une « mémoire partagée » (Merzeau 2017), comment la verticalité du discours de l'expert scientifique pourrait-elle garder une légitimité exclusive sui generis ? Contribuer à une nouvelle démocratie du savoir suppose dès lors de respecter et de cultiver les localités qui sont la condition de production de ce savoir distribué, que ces localités soient géographiques, sociales ou tout simplement culturelles (Puig 2020).

BIBLIOGRAPHIE

Recherche culturelle et sciences participatives, Culture et Recherche n° 140, 2020.

[en ligne] <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Enseignement-superieur-et-Recherche/La-revue-Culture-et-Recherche/Recherche-culturelle-et-sciences-participatives>

Aubry M. et de Oliveira M., 2014. « Une base de données sur les monuments aux morts : histoire concrète et valorisation numérique », In Situ. <https://doi.org/10.4000/insitu.11551>

Boula de Mareuil P., 2020. « L'Atlas sonore des langues régionales de France », Recherche culturelle et sciences participatives, Culture et Recherche n° 140, 2020.

Chlous F. et Luneau A., 2020. « Une grande diversité sémantique et de pratiques », Recherche culturelle et sciences participatives, Culture et Recherche n° 140, 2020.

Chupin L., 2016. « Documentarisation participative et médiation du patrimoine scientifique numérisé. Le cas des herbiers », Études de communication. <https://doi.org/10.4000/edc.6499>

Cristofol J. et Sinclair P., 2020. « Éléments pour une approche de la participation en recherche-action », Recherche culturelle et sciences participatives, Culture et Recherche n° 140, 2020.

Cueille S. et Serna V. 2020, « De la participation au participatif. Les approches de l'inventaire général du patrimoine culturel », Recherche culturelle et sciences participatives, Culture et Recherche n° 140, 2020.

Fort K., 2015. « Experts ou (foule de) non-experts ? La question de l'expertise des annotateurs vue de la myriadisation (crowdsourcing) ». Journées Internationales de Linguistique de Corpus, Orléans, sept. 2015. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01331573>

Matuszewski B., Schnell N., Bevilacqua F., 2020. « Expériences musicales collectives et participatives », Recherche culturelle et sciences participatives, Culture et Recherche n° 140, 2020.

Merzeau L., 2017. « Mémoire partagée », in Cornu-Volatron M., Orsi F., Rochfeld J. (dir.), Dictionnaire des biens communs, Presses universitaires de France. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01546678>

Montembault D., Toublanc M., Davodeau H., Geisler E., Leconte L., Romain F., Luginbuhl A., Guttinger P., 2015. « Participation et renouvellement des pratiques paysagistes », in Luginbühl Y. (dir.), Biodiversité, paysage et cadre de vie. La démocratie en pratique, Victoire Edition.



Perrin E., Guillaumet J.-P., Chassignet P., Girard J.-P., 2019. « Une seconde vie pour les archives archéologiques : les amateurs.e.s à la rescousse ! », ArchéOrient – Le Blog, déc. 2019. <https://archeorient.hypotheses.org/13123>

Puig V. 2020. « Articulier le calculable et l'incalculable dans des projets de recherche contributive », Recherche culturelle et sciences participatives, Culture et Recherche n° 140, 2020.

<https://www.1jour1poilu.com> – « Défi collaboratif » mobilisant la dynamique des réseaux sociaux pour une transcription intégrale des 1 325 290 fiches des Poilus « Morts pour la France » avant le 11 novembre 2018.

<https://locusonus.org> – « A research group whose main aim is to explore the ever evolving relationship between sound, place and usage »

<https://recherchecontributive.org> – « Territoire Apprenant Contributif » de Plaine Commune

<https://zombilingo.org>, <https://zombiludik.org> – « Jeu avec un but » : production participative d'un corpus d'apprentissage de syntaxe en dépendance pour le traitement automatique des langues.

Tiers Lieux scientifiques et culturels : quels leviers et modalités de participation des publics à la recherche ?

Auteur(s)

François MILLET, Le Dôme – Relais d'sciences

MOTS CLEFS

Participation, CCSTI, living lab, fab lab, tiers lieux, médiation

RÉSUMÉ

Science center like Le Dôme in Caen have evolved into a "Third place" model with participatory approaches. They are reinventing their mediation practices with collective intelligence methods of Fab and Living Labs. This orientation is based on a

formalization of the postures of participation but is nevertheless based on the same models of mediation as before. It also revealed the levers of this commitment, the nature of this share taken in any participation.

TEXTE

Le Dôme à Caen dispose d'espaces de travail partagés, de salles et d'outils où mener des activités collaboratives dont un atelier de type FabLab. Il développe une méthodologie Living Lab où les publics sont invités à collaborer avec des entrepreneurs, des équipes de recherche des artistes. Cette évolution s'apparente aux "Tiers Lieux" et revendique une médiation au sens de l'animation territoriale, à savoir la création de temps, de lieux et de situations permettant à des personnes et parties prenantes qui n'auraient pas l'occasion de le faire autrement, de se rencontrer, d'échanger, de faire ensemble (Jean-Claude Gillet, 1995).

Du public au participant :

La principale conséquence de l'évolution en "Tiers Lieux" dédié à la participation est la disparition de la notion de public au profit de celle de participante qui passe par une reconnaissance des places dans un projet que l'on est prêt à partager, une reconnaissance qui s'inscrit autant dans le registre de l'appartenance que celui de la compétence (Lazzeri et Caillé, 2004). Elle regroupe ainsi au sein d'une même communauté les publics et les autres parties prenantes du projet dont la participation est répartie en 5 postures :

- **Découvrir** : Assister à une conférence, une pièce de théâtre, une expérience collective, une exposition, ... Dans cette posture, les informations se font essentiellement de l'émetteur vers un public récepteur, avec une interaction relevant au mieux du dialogue mais sans qu'elle ne vienne enrichir ou modifier le projet.
- **Tester** : Via des supports numériques ou papiers, livres ou encadrés, il s'agit dans cette posture de tester ou vérifier des hypothèses, des fonctionnalités ou d'évaluer des besoins. Les données produites cheminent à sens unique du public émetteur vers le porteur de projet.
- **Contribuer** : Générer des idées, à titre individuel, pour de nouveaux dispositifs, objets ou usages, ... ces contributions s'effectuent par une interaction entre les porteurs de projet et les participantes, un caractère bijectif des échanges apparaît.
- **Co-construire** : Dans cette posture, la dimension collective émerge et les échanges ont lieu entre les participants et avec le porteur de projet. La nature de la participation se complexifie pour s'apparenter à des scénarios, des prototypes conceptuels ou réels.
- **Co-gouverner** : Les participants sont associés, en tout ou partie à la gouvernance du projet, sa définition, ses orientations techniques, humaines ou budgétaires. Dans cette posture les publics sont à considérer comme des parties prenantes à part entière et égales avec les structures organisatrices.

Lorsque l'on parle ici de participation, il convient bien de faire la distinction entre participation à des débats scientifiques et parti-

icipation à des projets scientifiques (Meyer 2019). Les espaces culturels qui souhaitent s'engager dans ces démarches doivent donc s'interroger sur les outils et moyens dont ils disposent pour proposer ces différentes postures et se préparer aux conséquences sur les attendus de fréquentation de leur structure.

Des modalités d'interventions inchangées.

Les recherches participatives nécessiteraient de repenser et transformer ses pratiques de médiation. La tâche est peut-être moins compliquée qu'il n'y paraît. Certes, les formats de l'action culturelle sont multiples et une même appellation cache souvent des réalités extrêmement différentes, mais de grandes catégories peuvent être réduites à un nombre restreint de "canons" de l'intervention culturelle.

- **L'exposition** : Installation monolithique ou succession d'objets, de panneaux, parcours simple ou composite, libre ou guidée, interactive ou non : il y a autant de formats que d'expositions. Pour ce qui est de la participation, elle réside moins dans les technologies ou la scénographie que dans leur co-création avec les publics. Elles constituent également des opportunités de mise en "test" de dispositifs ou d'installation d'espaces de "contribution".
- **La représentation** : Conférence, table ronde, spectacle ou projection, elle invite avant tout à une posture de "découverte". Dans un mode interactif, elle est aussi l'occasion de recueillir des données de "test", de "contribuer" à leur contenu en amont ou bien encore de "contribuer" à l'élaboration de cartographie des controverses ou permettre la "découverte" ou la mise en débat d'informations par la suite nécessaires à une participation éclairée.
- **La rencontre** : Elle se distingue de la conférence par le dialogue qui s'instaure avec les intervenant·es. Elle constitue un temps d'échange direct entre un public et des expert·es et le contenu n'est pas construit à l'avance. Elles sont des formats adaptés à des postures de "test" ou de "contribution".
- **L'atelier** : Club, formation, en petits ou grands groupes, court ou sur plusieurs jours : l'atelier est protéiforme et le plus propice à l'expérimentation. Il peut enrichir la visite d'une exposition, prolonger une représentation ou une rencontre. Il constitue le format idoine pour les "test", "contribution" mais surtout la "co-création" par la mise en interaction des participants entre eux.
- **Le salon** : Succession de stands ou d'installations, encadrés par des professionnels ou des publics, le salon correspond en réalité à la somme des formats précédents réunis dans une unité de temps et de lieu. Il ne propose donc pas d'expérience supplémentaire sauf dans l'interaction des exposant·es entre eux.

La principale évolution semble donc la posture de médiation, dont les fonctions de transmissions, de vulgarisation et d'animations se réorientent vers celles d'accompagnement à la participation de publics qui n'ont pas été habitués à participer, et encore moins à collaborer avec des chercheurs ou des artistes (Dosseur 2019).

De la possibilité de participer aux leviers de la participation :

La participation peut être comprise comme la capacité à prendre part, apporter sa part mais aussi en retirer une part (Zask – 2011). Identifier et formaliser la diversité de ces parts retirées, le bénéfice attendu par les participants, constitue un enjeu essentiel des recherches participatives et que l'on peut qualifier de "leviers de la participation". Ces leviers sont organisés deux à deux, non pas dans une opposition mais plutôt un antagonisme qui vise aussi à se faire croiser - ou l'éviter - des participants qui ne sont pas animés par les mêmes motivations :

- **L'apprentissage** : De la découverte d'un sujet à l'acquisition de savoir et savoir faire, de la curiosité au souhait de débattre et d'approfondir un sujet, l'apprentissage permet à une structure de mobiliser sa communauté d'amateurs. Il peut aussi concerner d'autres domaines que celui de la thématique abordée en proposant l'initiation ou la découverte des outils et des méthodologies créatives mises en œuvre dans la démarche participative.

- **Le divertissement** : "S'amuser", "passer du bon temps", "prendre du plaisir", la démarche est ludique ou esthétique, elle peut impliquer la présentation de dispositifs à caractère incongru ou exceptionnel - voire spectaculaire, "l'attraction" porte donc bien son nom. Le divertissement demeure mal assumé - il faut apprendre en s'amusant - ne constituant pas une valeur forte, mis à part sous son appellation "loisirs" qui parcourt davantage l'histoire de l'éducation populaire et de la culture scientifique (Las Vergnas, 2011).

- **La rétribution** : La personne participante est rémunérée financièrement, matériellement, sous forme de services ou d'accès privilégiés et gratuits à des outils, des infrastructures ou des événements normalement payants ou inaccessibles. Cette gratification nécessite des dotations financières dédiées ou l'accès structuré aux services et infrastructures concernées.

- **La conviction** : Ce levier est adapté aux projets dont la finalité et les objectifs rejoignent ou nourrissent des convictions sociales, environnementales ou politiques. Il fait appel au militantisme, s'appuie sur la production, la défense ou la préservation d'un commun - bien être, patrimoine naturel, enjeux sanitaires, culturels ou paysagers - que ce soit à titre individuel ou collectif.

- **La valorisation** : Elle consiste à reconnaître le statut de "lead" à certaines personnes. Elle nécessite une relation aux médias et aux communautés structurées, mais aussi d'enrichir

sa médiation de modalités permettant la présentation ou la démonstration d'un savoir ou savoir-faire du participant, lui permettant d'enrichir son réseau, d'intégrer une communauté ou un environnement professionnel.

- **La sociabilisation** : Passer un moment avec d'autres, vivre une expérience collective, ou travailler en équipe sont autant de facettes de ce que J. Zask (2011) qualifie "d'agrément de la compagnie d'autrui", un levier parfois sous-estimé ou mal qualifié pour engager la participation.

Ces observations mériteraient d'être croisées avec davantage de paramètres. Elles préfigurent des éléments à intégrer dans la conception et l'adressage des activités participatives aux publics. Ces leviers invitent enfin à un travail réflexif des professionnels sur la mesure d'impact des recherches participatives.

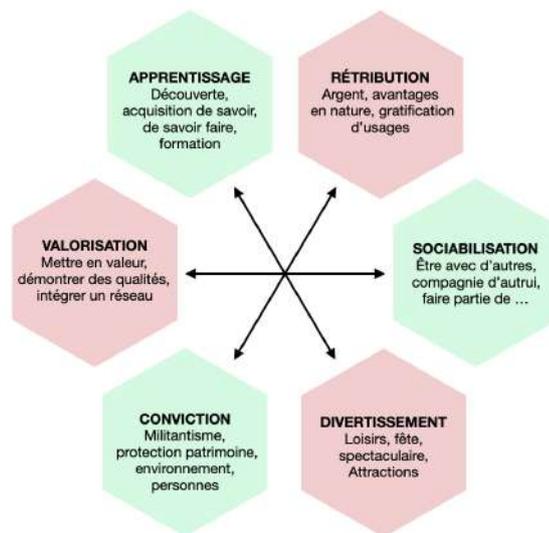


Figure 1. Leviers de la participation dans des projets de médiation scientifique

Conclusions :

L'évolution de la notion de médiation est constante et suit celle des pratiques du monde de la culture, des acteurs de la médiation et des publics (Gellereau, 2018). La participation des publics et leur contribution au programme de recherche en constitue l'une des plus récentes, accélérée par les usages hérités du numérique. Si la nature, le type et la quantité de participations sont de plus en plus intégrés, sa finalité et son fonctionnement restent encore délaissés et devraient être davantage posés quand on étudie et prévoit des processus participatifs (Knudsen, 2016). Les leviers de cette participation en constituent un des volets à creuser, comme il pose un dilemme, celui de savoir si on les instrumentalise ainsi que les publics, au bénéfice de la recherche et de l'action culturelle réalisée.

BIBLIOGRAPHIE

Dosseur, B., 2019, Sortir de sa zone de confort avec la participation des publics, in Culture et Recherche n° 140, pp 66-67

Gellereau, M., 2018, Processus dynamique, pratiques hybrides et engagement de la recherche : les médiations culturelles en débat, revue en ligne Études de communication n° 50, URL : <http://journals.openedition.org/edc/7493>

Gillet, JC, 1995, Animation et animateurs – Le sens de l'action, L'Harmattan, 326 p

Knudsen, LV, 2016, Participation at work in the museum », in Museum Management and Curatorship, 31(2), 193-211.

Las Vergnas, O., 2011, L'institutionnalisation de la « culture scientifique et technique », un fait social français, Savoirs n° 27, pp 9-60

Lazzeri, C., A. Caillé, 2004, La reconnaissance aujourd'hui. Enjeux théoriques, éthiques et politiques du concept, Revue du MAUSS, num 23, pp. 88 – 115

Meyer, M., 2019, Les formes de la participation, Bulletin de l'AMCSTI, <https://www.amcsti.fr/fr/bulletin/formes-de-participation/>

Zask, J., 2011, Participer : essai sur les formes démocratiques de la participation, Le bord de l'eau, Paris, 200 p.

Le réseau comme outil interdisciplinaire pour l'analyse réflexive : l'exemple des recherches culturelles participatives

Auteur(s)

Frédérique Chlous, Professeure en anthropologie, Directrice du département Homme et Environnement, Muséum national d'histoire naturelle.

Alexandra Villarroel, coordinatrice des réseaux Particip-Arc et Vigue Muséum, Muséum national d'histoire naturelle.

RÉSUMÉ

Depuis 2017, le réseau Particip-Arc regroupe des structures issues de domaines très variés, qui mettent en œuvre des recherches culturelles participatives. Ces partenaires échangent sur leurs d'expériences, leurs ancrages épistémologiques, les concepts et outils mobilisés. Cet article présente les apports de cette dynamique interdisciplinaire de mise en réseau, en revenant sur la définition des recherches culturelles participatives,

exposant la diversité des modalités et degrés d'implication des citoyens dans ces recherches, et présentant les plus-values de ce travail en réseau.

TEXTE

Le recours à la participation des publics dans le domaine scientifique se développe dans de nombreuses disciplines et l'on peut s'interroger sur l'opportunité et les conditions de déploiement de la participation dans les recherches culturelles. Celles-ci transforment les relations sciences-société, qu'il s'agisse des effets de ces nouvelles pratiques sur la recherche ou le métier de chercheur, et également dans le rapport que le public peut entretenir avec les recherches scientifiques et artistiques. La participation peut ainsi être perçue comme une nouvelle méthode de construction et de partage des méthodes et des connaissances scientifiques.

En juin 2017, sur impulsion du Ministère de la Culture, un réseau d'acteurs engagés dans la recherche culturelle et les sciences participatives est créé afin d'initier une réflexion prospective pour alimenter la stratégie du ministère sur ce domaine. Ce réseau, intitulé Particip-Arc et coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle, est actuellement composé d'une soixantaine de chercheurs, conservateurs et médiateurs scientifiques issus de domaines diversifiés (archéologie, urbanisme, linguistique, arts, musicologie, architecture, communication, patrimoines...). L'ensemble de ces partenaires échangent au sein de ce réseau sur leurs d'expériences, leurs ancrages épistémologiques, les concepts et outils mobilisés. Les questions posées sont d'ordre scientifique (problématisation, méthodologie, formalisation des données, analyse, restitution), liées à la motivation des participants (construction et enjeux des partenariats), aux questions éthiques, économiques et juridiques, mais également techniques et institutionnelles. Le socle commun sur lequel se retrouve l'ensemble des structures partenaires est la place des recherches culturelles participatives dans la co-construction des connaissances.

Après trois ans d'activité commune, il est possible de tirer des premiers enseignements de ce travail en réseau et d'analyser les avancées de ce collectif, regroupant des structures diverses, dans des champs d'activité très variés. L'analyse réflexive de ces relations sciences-citoyens est largement enrichie par la diversité des épistémologies et des pratiques.

Cette communication présente les apports de cette dynamique interdisciplinaire de mise en réseau d'acteurs dans le domaine de la culture. Une première partie revient sur ce que nous révèlent les discussions autour de la définition de ce que sont les recherches culturelles participatives. Dans un deuxième temps, nous exposons la diversité des modalités et degrés d'implication des citoyens dans les recherches culturelles, ainsi que la finalité de ces collaborations. Pour finir, nous présentons les plus-values d'un travail interdisciplinaire en réseau dont les membres ambitionnent d'avancer dans un sens commun sans invisibiliser l'hétérogénéité de leurs contributions.

Vers une définition plurielle de la recherche culturelle participative

L'intitulé du réseau Particip-Arc « recherche culturelle et sciences

participatives » confronte deux expressions dont il convient de fixer les contours. Le premier, « recherche culturelle », est une terminologie utilisée par le ministère de la Culture dans le cadre de ses actions de recherche dans les domaines culturels, qui recouvre des champs variés alliant la conservation du patrimoine, l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques, les Archives, l'archéologie, l'architecture et l'aménagement urbain, l'informatique documentaire, la musique, les arts du spectacle, le patrimoine écrit, l'ethnologie, la sociolinguistique ou encore les arts plastiques. Cette terminologie ayant le bénéfice de relier des disciplines et projets très diversifiés, les membres du réseau ont considéré pouvoir s'y reconnaître. Les « sciences participatives » ont été définies par François Houllier dans son rapport en 2016 comme étant des « formes de production de connaissances scientifiques auxquelles des acteurs non-scientifiques-professionnels – qu'il s'agisse d'individus ou de groupes – participent de façon active et délibérée ». Cette définition, qui peut paraître étendue, a notamment le mérite d'être inclusive et celle-ci a été privilégiée dès l'origine du projet Particip-Arc. Si le syntagme « sciences participatives » a été retenu, plusieurs termes existent : recherche participative, recherche contributive, recherche interventionnelle, community based research, arts communautaires, chacun renvoyant à des histoires disciplinaires et des épistémologies distinctes. Il a ainsi été choisi de ne pas exclure a priori et de permettre à ceux qui se reconnaissent dans « recherches culturelles et sciences participatives » de participer aux discussions. En effet, il est très rapidement apparu que les producteurs de corpus sous forme participative (très présents dans le domaine de la culture) avaient toute leur place au sein du réseau. Ces corpus produits de manière participative contribuent pleinement à la production de connaissances ; les bibliothèques et notamment la BNF, les services des archives ou des collections sont particulièrement actifs dans ces domaines.

De cette façon, les discussions ont montré que les projets identifiés par « recherche culturelle et sciences participatives » désignent des dispositifs :

- dont la finalité de transformation sociale ou sociétale est autant considérée que la finalité scientifique portée par le chercheur ou son institution, les chercheurs académiques impliqués devant conjuguer les demandes scientifiques et les demandes sociales ;

- dans lesquels des non-professionnels de la recherche sont impliqués à différents niveaux dans le processus de recherche, soit dans le cadre de la collecte de données, soit en termes décisionnels : questions de recherche, élaboration des protocoles, interprétation, usage et diffusion, voire copropriété des résultats ;

- axés sur le partage d'expérience et l'expérimentation, ce qui induit d'une part des innovations et d'autre part la nécessité de maîtriser les risques liés à la robustesse de la démarche (indépendance, déontologie...) et des résultats (validation,

reproductibilité...).

Ces diversités de projets soulèvent la question plus générale des modes de construction et de reconnaissance des savoirs en tant que processus, dans des échelles spatiales et temporelles diversifiées, relatifs à des individus ou à des groupes, et la façon dont chacun construit son rapport à la science et à l'objet étudié.

Une diversité de modalités d'implication des citoyens dans les recherches culturelles

Le parti pris dans le projet Particip-Arc est de considérer l'ensemble des recherches scientifiques dans le domaine de la culture impliquant des non-professionnels comme un continuum avec des polarités diverses. La recherche scientifique implique qu'au moins un des acteurs du projet appartienne à une institution de recherche académique.

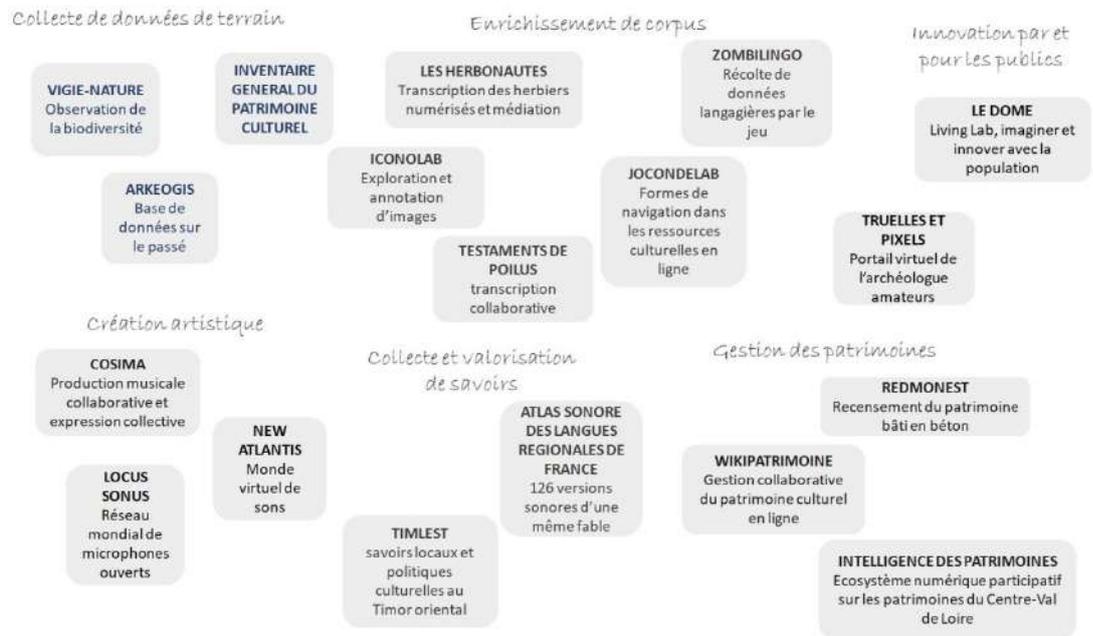


Figure 1. Panorama des projets des partenaires du réseau Particip-Arc.

Ce schéma (fig. 1) n'a pas vocation à être exhaustif, mais il permet de visualiser à un temps « t » la diversité des approches et des pratiques. Les regroupements peuvent également être discutés, car la notion de continuum est majeure pour appréhender pleinement « recherches culturelles et sciences participatives ». En effet, les critères permettant d'identifier les différentes pratiques de recherche culturelle participative sont nombreux et ces projets se caractérisent par leur évolution et innovation dans les pratiques au cours de leur mise en œuvre, ce qui rend difficile toute catégorisation étonnée et figée.

Sont considérées comme produits de ces recherches les données captées (chiffres, discours, images), décrites ou transcrites (écrits non standardisés, références anciennes), les données matérielles mises au jour (découvertes archéologiques, petit patrimoine vernaculaire...), mais aussi les données personnelles ou interprétées (accents dans les langues, savoirs individuels), ce qui pose de multiples questions scientifiques, juridiques et éthiques qu'il s'agit de prendre en compte.

Quelles plus-values pour ce travail transdisciplinaire en réseau ?

Les constats font état d'une grande richesse des démarches, des méthodes, des finalités des projets entrepris par les partenaires du réseau. Cependant, la capitalisation et la circulation de l'information entre porteurs de projets est difficile, qu'il s'agisse des outils, des aspects juridiques, des mécanismes de mise en place de communautés ou des modalités de valorisation. Dans les domaines de la culture, la jeunesse des réflexions et le manque de partage d'expérience conduisent à une déperdition de temps et de moyens, alors même que les outils numériques, en constant développement, s'imposent de plus en plus souvent à chacune et à chacun, permettant d'entrevoir les possibilités de recherche, d'échange, de partage avec les publics divers, et parfois de sauvegarde et de réappropriation de richesses culturelles par les communautés.

Dans ce paysage, le réseau Particip-Arc intervient comme un catalyseur de relations entre acteurs qui, par leurs domaines de recherche et d'activité très divers, ne seraient pas amenés à se rencontrer autrement. Malgré des modalités de fonctionnement impactées par la crise sanitaire et une évolution du fonctionnement du réseau, qui s'est traduit par le passage de rencontres physiques à des événements entièrement dématérialisés, le collectif a su montrer sa pertinence et son intérêt puisque les contributions se sont largement enrichies. Bien au contraire, l'ouverture aux nouvelles adhésions, réalisée fin 2020 à l'occasion du lancement du portail (www.participarc.net), a rencontré un réel intérêt avec la présence d'une quarantaine de nouveaux membres.

Le résultat de ces rencontres et échanges se traduit par des réalisations concrètes. Les membres du réseau ont réfléchi et produit ensemble, que ce soit avec l'édition d'un rapport rendu au Ministère de la Culture en 2019, la publication d'un numéro spécial de la revue « Culture et Recherche », l'organisation de séminaires traitant de la recherche participative en art, de l'impact des recherches culturelles participatives sur les territoires, ou encore des innovations de pratiques lors du confinement. Mais la richesse de ces échanges se traduit aussi par les liens qui se nouent entre membres et qui aboutissent parfois à des innovations comme lorsqu'une mise en relation entre le Muséum national d'histoire naturelle et le Musée de Bibracte par le laboratoire Archéorient, donne vie à une réflexion et un projet sur l'hydro-archéologie participative. Des croisements, souvent novateurs, de compétences et d'envies, qui génèrent de vraies richesses.

Le réseau Particip-Arc est aujourd'hui au commencement d'une troisième phase de son fonctionnement et les enjeux majeurs seront d'ancrer son existence dans ce champ des sciences et recherches participatives en voie d'institutionnalisation forte, mais aussi de poursuivre et amplifier cette production commune, tout en ouvrant et diversifiant encore la composition de ses membres.



BIBLIOGRAPHIE

François HOULLIER, Jean-Baptiste MERILHOU-GOUDARD, J.-B., Les sciences participatives en France. Etats des lieux, bonnes pratiques et recommandations, 2016, <http://www.sciences-participatives.com>

Amateurs et institutions. Perspectives historiques et explorations numériques. Ouvrage collectif coordonné par Marta Severo, PR, EA Dicen-idf, Université Paris Nanterre et Fernando Filipponi, historien de l'art, Collection Labex Les passés dans le présent, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Nanterre.

Recherches culturelles et sciences participatives. Etat des lieux, caractérisations, recommandations. Rapport du réseau Particip-Arc, 2019.

Recherches culturelles et sciences participatives. Culture et Recherche n° 140. Hiver 2019-2020